



PRÉFECTURE DE L'ILLE-ET-VILAINE

**LA PREFETE DE LA REGION BRETAGNE
PREFETE D'ILLE ET VILAINE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

DIRECTION DES ACTIONS DE L'ETAT
ET DE LA DECONCENTRATION
4^{ème} bureau

n°27470-1 (arrêté complémentaire)

VU le titre 1^{er} du livre V du Code de l'Environnement ;

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 pris pour l'application de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 notamment l'article 18 ;

VU le décret n° 53-578 du 20 mai 1953 modifié sur la nomenclature des Installations Classées ;

VU l'arrêté préfectoral d'Ille-et-Vilaine du 8 mars 2001 relatif à la prévention de la légionellose au niveau des tours aéro réfrigérantes ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 27470 du 2 octobre 1997 délivré à la SA ALISE pour exploiter un établissement spécialisé dans la fabrication et le stockage des matières plastiques à Torcé ;

VU la déclaration de changement d'exploitant et de modifications du site du 1^{er} décembre 2003 ;

VU le rapport de l'Inspection des Installations Classées du 29 mars 2004 ;

Vu l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène lors de sa séance du 22 juin 2004 ;

CONSIDERANT la présence, sur le site exploité, d'une tour aéro réfrigérante humide et l'absence de dispositions réglementaires relatives à cette activité dans l'arrêté préfectoral d'autorisation du 2 octobre 1997 ;

CONSIDERANT que l'article 18 du décret du 21 septembre 1977 permet de fixer des prescriptions additionnelles que la protection des intérêts visés, à l'article L511-1 du Code de l'Environnement, rend nécessaire ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture d'Ille-et-Vilaine ;

ARRÊTE

Article 1

L'article 1 de l'arrêté préfectoral n° 27-470 du 2 octobre 1997 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Article 1 - Classement

La Société Knauf Pack Ouest, dont le siège social est situé au lieu-dit « Le haut Montigné » 35370 Torcé, est autorisée à exploiter, à la même adresse, un établissement spécialisé dans la fabrication et le stockage de matières plastiques pour l'élaboration de produits d'emballage et comprenant les activités suivantes :

- Description des activités :

Numéros de nomenclature	Nature et volume des activités	Autorisation Déclaration
2662 – 1a	Stockage de matières plastiques polystyrène. Le volume étant de 12 500 m ³	Autorisation
2661 – 1b	Emploi et réemploi de matières plastiques par procédé exigeant des conditions particulières de pression et température. La production étant de 5 tonnes/j.	Déclaration
2565 – 2b	Traitement des métaux pour le dégraissage par voie chimique dans des cuves d'un volume de 1 000 l.	Déclaration
2910 – A2	Installation de combustion fonctionnant au gaz. La puissance thermique étant de 2,9 MW.	Déclaration
2920 – 2b	Installation de compression d'une puissance de 165 KW.	Déclaration

Les installations, ouvrages, travaux et activités sont regroupés sous le seul terme « installations » dans la suite de l'arrêté. »

Article 2 – Prescriptions particulières applicables aux tours aéroréfrigérantes

2.1 – audit du fonctionnement des systèmes de refroidissement

La Société KNAUF PACK OUEST doit fournir, dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, un audit du fonctionnement des systèmes de refroidissements par voie humide qu'elle exploite.

Cet audit sera réalisé aux frais de l'exploitant, par un organisme tiers choisi en accord avec le service d'inspection des installations classées.

Il devra comporter notamment :

- une description détaillée des réseaux de fluides et des installations en s'appuyant non seulement sur des plans mais sur des visites sur site dans le but d'identifier les caractéristiques des réseaux pouvant contribuer au développement de légionelles ou pouvant causer une inefficacité des traitements préventifs et/ou curatifs,
- l'analyse critique de la conception des installations,
- l'analyse critique des procédures d'entretien et de maintenance, des méthodes d'analyse (point et période de prélèvement, laboratoire,...) et des mesures préventives et correctrices prévues dans les consignes d'exploitation,
- l'analyse critique de l'exploitation et du traitement d'eau en fonction de son origine (eau potable, eau forage, eau de surface, eau recyclée),
- l'analyse critique du suivi de l'entretien des installations mis en place par l'exploitant,

L'expert fournira sous forme de commentaires ou de préconisations, tous les éléments qu'il jugera utiles et pertinents concourant à la réduction du risque à la source pour les thèmes sur lesquels son expertise est requise.

Cet audit sera effectué par rapport aux règles de l'art édictées dans le guide des bonnes pratiques "Légionella et tours aéroréfrigérantes" (version de juin 2001) du ministère chargé de l'environnement.

2.2 - Définition

Les dispositifs à refroidissement par ruissellement d'eau dans un flux d'air sont soumis aux obligations suivantes pour prévenir l'émission d'eau contaminée par la légionella.

Sont considérés comme faisant partie du système de refroidissement les circuits d'eau en contact avec l'air et l'ensemble évaporatif qui leur est lié.

2.3. – Entretien et maintenance

L'exploitant doit maintenir en bon état de surface, propre et lisse, et exempt de tout dépôt le garnissage et les parties périphériques en contact avec l'eau (et notamment les séparateurs de gouttelettes, caissons,...) pendant toute la durée de fonctionnement du système de refroidissement.

Avant la remise en service du système de refroidissement intervenant après un arrêt prolongé et en tout état de cause au moins une fois par an, l'exploitant procède à :

- Ⓜ une vidange complète des circuits d'eau destinée à être pulvérisée ainsi que des circuits d'eau d'appoint ;

® un nettoyage mécanique et/ou chimique des circuits d'eau, des garnissages et des parties périphériques ;

® une désinfection par un produit dont l'efficacité vis-à-vis de l'élimination des légionella a été reconnues, tel que le chlore ou tout autre désinfectant présentant des garanties équivalentes.

Cette désinfection s'appliquera, le cas échéant, à tout poste de traitement d'eau situé en amont de l'alimentation en eau du système de refroidissement.

Lors des opérations de vidange des circuits, les eaux résiduelles sont soit rejetées et éliminées dans un centre de traitement des déchets dûment autorisé à cet effet au titre de la législation des Installations Classées, soit déversées dans le réseaux eaux usées après analyses des paramètres indiqués au point 2.6. si elles ne présentent pas de danger.

En cas d'impossibilité technique à respecter les dispositions prévues, l'exploitant met en œuvre un traitement efficace contre la prolifération des légionella validé par des analyses d'eau dont une est effectuée de mai à octobre.

2.4 – Equipement

L'exploitant met à disposition des personnels intervenant à l'intérieur ou à proximité du système de refroidissement et susceptibles d'être exposés par voie respiratoire aux aérosols des équipements individuels de protection adaptés (masque pour aérosols biologiques, gants,...), destiné à les protéger contre l'exposition :

® aux produits chimiques ;

® aux aérosols d'eau susceptibles de contenir des germes pathogènes.

Un panneau devra signaler le port de masque obligatoire.

2.5 – Personnel d'intervention

L'exploitant fait appel à du personnel compétent dans le domaine du traitement de l'eau pour assurer une bonne maintenance du système de refroidissement.

2.6 – Enregistrement

L'exploitant reporte toute intervention réalisée sur le système de refroidissement dans un livret d'entretien qui mentionne :

- les volumes d'eau consommée mensuellement,
- les périodes de fonctionnement et d'arrêt,

- les opérations de vidange, nettoyage et désinfection (dates, nature des opérations, identification des intervenants, nature et concentration des produits de traitement),
- les analyses liées à la gestion des installations (température, conductivité, pH, TH, TAC, chlorures, concentration en légionella,...)

Le livret d'entretien est tenu à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.

2.7 – Contrôles

Au moins une fois par trimestre, l'exploitant fera procéder à une analyse de l'eau portant sur la recherche de bactéries du genre légionella.

Les frais des prélèvements et des analyses seront supportés par l'exploitant.

2.7.1 – Prélèvements d'eau

Les opérations de prélèvements seront confiées à des organismes présentant des garanties d'assurance qualité. Ces organismes seront indépendants de l'exploitant, des sociétés chargées de l'entretien ou du traitement de l'installation concernée.

Les échantillons seront réalisés sur des équipements en fonctionnement, c'est-à-dire en eau circulante, et ce, à distance des opérations de traitement « choc » (au moins 48 heures après le traitement de choc), en un point représentatif.

A proximité de la tour, l'agent préleveur doit porter un masque, destiné à le protéger des aérosols biologiques.

Une fiche de prélèvement sera renseignée, avec en particulier :

- les coordonnées du bâtiment ;
- le type d'installation et la nature des traitements correcteurs ;
- les références et localisations du ou des points de prélèvements ;
- les modalités d'usage des postes de puisage avant les prélèvements ;
- la température relevée sitôt le recueil effectué ;
- la concentration en désinfectant, si le réseau est traité.

Les prélèvements seront programmés en accord avec le laboratoire qui effectue les analyses. Les échantillons seront remis le jour même au laboratoire pour analyses. Si leur réception est prévue pour le lendemain, ils seront placés dans un emballage réfrigéré.

2.7.2 – Analyses

Les analyses seront confiées à un laboratoire qualifié, choisi parmi l'une des catégories ci-après :

- laboratoires agréés par le Ministre chargé de la Santé pour les eaux minérales (intercalibrés) ;
- laboratoires agréés par le Ministre chargé de la Santé pour le contrôle sanitaire des eaux destinées à la consommation humaine et qui réalisent les analyses de légionella,
- laboratoires accrédités par le COFRAC sur le paramètre légionella,
- laboratoires utilisant la norme AFNOR T 90.431 et participant à des réseaux d'intercalibration (ce sont deux conditions nécessaires minimales).

2.7.3. – Interprétation des résultats et mesures particulières

Si les résultats d'analyses réalisés en application du premier paragraphe du point 2.6. mettent en évidence une concentration en légionella supérieure à 10^5 unités formant colonies par litre d'eau, l'exploitant devra immédiatement stopper le fonctionnement du système de refroidissement, mettre en place les moyens curatifs immédiats visés au point 2.2. et faire procéder à un nouveau contrôle 48 heures après la remise en service.

Si la concentration en légionella est comprise entre 10^3 et 10^5 unités formant colonies par litre d'eau, l'exploitant prendra les mesures de correction adaptées. Il fera réaliser un nouveau contrôle de la concentration en légionella un mois après le premier prélèvement. Le contrôle mensuel sera renouvelé tant que cette concentration restera comprise entre ces deux valeurs.

2.7.4 – Information de la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales

Dès réception des résultats d'analyses, l'exploitant en transmettra sans délai une copie à l'Inspecteur des Installations Classées et au Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, accompagnée d'un exemplaire de la fiche de prélèvement.

Il précisera les mesures qui auront été prises en application du point 2.6.3.

2.8 – L'alimentation en eau d'appoint de chaque système de refroidissement répondra aux règles de l'art et sera dotée d'un compteur.

Le circuit d'alimentation en eau du système de refroidissement sera équipé d'un ensemble de protection par disconnection situé en amont de tout traitement de l'eau de l'alimentation.

2.9 – Les rejets d'aérosols ne seront situés ni au droit d'une prise d'air ni au droit d'ouvrants.

Les points de rejet seront en outre disposés de façon à éviter le siphonnage de l'air chargé de gouttelettes dans les conduits de ventilation d'immeubles avoisinants ou les cours intérieures.

Article 3

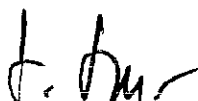
Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions précédentes, il sera fait application des sanctions administratives prévues à l'article L 514-1 du Code de l'Environnement.

Article 4

Le Secrétaire Général de la Préfecture, le maire de Torcé et l'Inspecteur des Installations Classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la Société Knauf Pack Ouest.

Rennes, le 22 AOÛT 2004

Pour la Préfète
Le secrétaire général



Gilles LAGARDE

« Délais et voies de recours (article L 514 - 6 du Code de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente peuvent déférer la présente décision dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage dudit acte ce délai étant le cas échéant prolongé jusqu'à la fin d'une période de deux années suivant la mise en activité de l'installation.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation en atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative. »